



SOMMAIRE

Démographie et production agricole : le futur n'est pas ce que l'on croit

- La persistance infondée d'une crainte
- Rien ne s'est passé comme prévu
- Enseignements à tirer

RÉDACTION



Thierry Pouch

thierry.pouch@france.chambres-agriculture.fr

Démographie et production agricole : le futur n'est pas ce que l'on croit

La question du nombre d'habitants sur la planète et la capacité nutritive des nations constitue depuis l'Antiquité un fil conducteur pour des responsables politiques ayant à organiser et à gouverner les cités. Nourrir une population et préserver la stabilité sociale dans un pays, est une préoccupation de tous les dirigeants politiques. On trouve en effet de nombreux auteurs ayant analysé ce rapport complexe entre le peuplement d'une nation, ou d'une ville, et la disponibilité des denrées agricoles, elles-mêmes indissociables de celles de la terre et de l'eau. L'originalité de la problématique réside dans le fait qu'elle ne se limite nullement au périmètre occidental, puisque l'on trouve le même type de préoccupation en Asie, et plus spécifiquement en Chine, pays qui comportait à la fin du XVIII^e siècle, quatre fois moins d'habitants qu'aujourd'hui. Questionnement universel donc, que l'on peut synthétiser par la formule suivante empruntée à cet homme d'Eglise et politologue italien de la Renaissance, Giovanni Botero (1544-1617), et tirée de *Des causes de la grandeur des villes* (1588) : « La puissance génératrice des hommes l'emporte sur la puissance nutritive des cités ».

Une telle citation évoquera sans doute au lecteur le propos de Thomas Robert Malthus, qui, dans son célèbre *Essai sur le principe de population* paru quelque deux siècles plus tard, comparait la croissance de la population selon une progression géométrique à celle des subsistances, selon une progression arithmétique, l'écart entre les deux étant à l'origine de possibles famines. D'où ses recommandations en matière de contrôle du nombre d'habitants, en particulier pour les catégories pauvres.

►► DÉMOGRAPHIE ET PRODUCTION AGRICOLE : LE FUTUR N'EST PAS CE QUE L'ON CROIT (SUITE)

On ne surprendra personne en disant que, jusqu'à très récemment, cette discordance entre population et disponibilités des denrées alimentaires a été maîtrisée par l'élévation des gains de productivité dégagés par le secteur agricole, mais qu'elle est toutefois restée l'un des fils conducteurs des recherches menées sur ce thème population-alimentation. En effet, dès le lendemain de la Seconde guerre mondiale, plusieurs études et recherches ont mis en exergue les risques associés à ce que l'on a parfois appelé la « bombe démographique »¹. Le surpeuplement devient alors l'une des préoccupations centrales pour l'avenir de l'humanité, tant sur le plan de la quantité de nourriture que, par la suite, pour les répercussions environnementales dont cet accroissement démographique était et est encore porteur. L'un des principaux messages qui a émané de la Conférence internationale sur la démographie organisée à Bucarest en 1974 par l'ONU était précisément que le surpeuplement sur la planète constituerait à terme l'un des défis à affronter et à régler. Plusieurs Conférences de ce type se succéderont quasiment chaque décennie, pour établir un état des lieux de la situation démographique mondiale, et pour évaluer ses effets sur la faim dans le monde et sur le développement des nations les plus pauvres.

Qu'en est-il aujourd'hui ? Plus d'un demi-siècle après, que peut-on dire de toutes ces prophéties et autres projections relatives à la démographie et aux risques qu'elle était censée renfermer ? Cette question mérite d'être posée en ce sens que, régulièrement, la perspective d'une hausse de la population mondiale à l'horizon 2050 a souvent justifié la nécessité d'accroître la production agricole, de la multiplier par deux, voire par trois, selon les estimations de la FAO. Cette ambition a suscité de vives critiques, comme on va le rappeler dans le cours de cette réflexion.

Le moment fort de cette crainte d'une surpopulation qui engendrerait un usage intensif et une diminution des ressources naturelles, se situe dans la publication en 1972 du célèbre Rapport *The Limits to Growth* (traduit en français en 1973 avec le titre *Halte à la croissance ?*), issu des travaux du Club de Rome, autour notamment de Dennis et Donella Meadows². La perspective tracée par ce Rapport a trait à la diminution des ressources pouvant conduire à des pénuries, notamment alimentaires, et, à la fin des fins, provoquer un effondrement du système mondial. Dans le domaine agricole et alimentaire, une vaste littérature promettait aussi une marche vers les famines. Que l'on se reporte par exemple à l'œuvre de René Dumont, qui, d'ouvrage en ouvrage, estimait que nous courrions vers la famine du fait d'un surpeuplement³. Ce néo-malthusien recommandait le contrôle des naissances, la sobriété en matière énergétique...etc....

C'est pourquoi l'instauration d'un frein à la croissance économique et à celle de la population était préconisé. D'autres scénarios ont suivi, avec des méthodologies renouvelées, mais aboutissant à des conclusions similaires, en particulier au sujet de cette énergie fossile qu'est le pétrole, dont il était dit que, si les nations en développement rattrapaient les pays industrialisés, les réserves d'hydrocarbures seraient asséchées. C'est bien entendu dans ce cadre que les projections démographiques ont constamment – en gros par périodes de dix ans – été rehaussées. C'est en 2011 que le chiffre des 7 milliards d'êtres humains est atteint, et en novembre 2022 que l'ONU annonce que la planète comptait désormais 8 milliards d'habitants, au point de prédire dix à onze milliards d'habitants à l'horizon 2060, avant que la population ne se stabilise aux alentours de 10,6 milliards en 2100 (graphique 1, source : ONU).

La persistance infondée d'une crainte

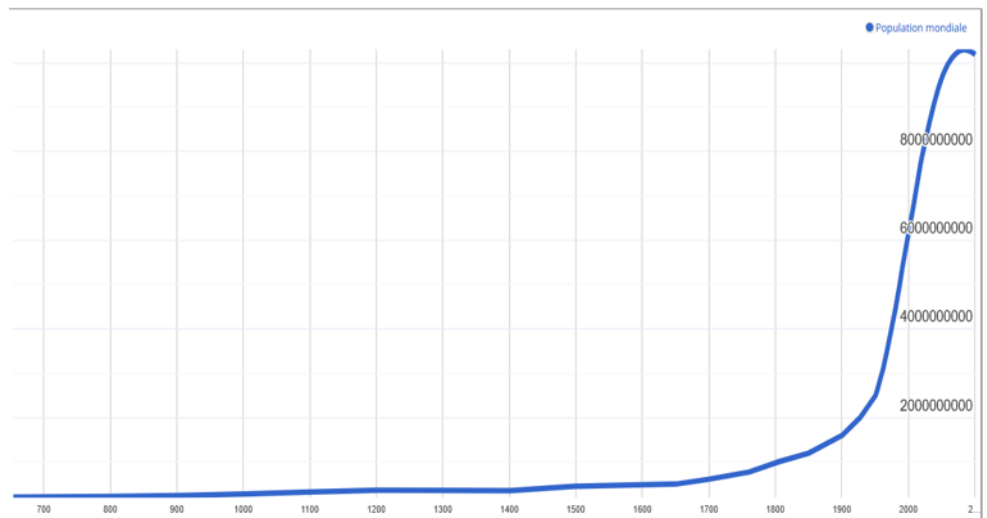
¹On fera par exemple ici référence à Paul Ehrlich, 1972, *La bombe P., 7 milliards d'hommes en l'an 2000*, éditions Fayard pour la traduction française. Voir également Georg Borgstrom, 1969, *Too Many. A Study of Earth's Biological Limitations*, Mac Millan Company.

²Cf. Donella Meadows et al., 1973, *Halte à la croissance ?* éditions Fayard.

³Par exemple, se reporter à René Dumont et Bernard Rosier, 1966, *Nous allons à la famine*, éditions du Seuil, ainsi que René Dumont, 1975, *La croissance de la famine. Une agriculture repensée*, éditions du Seuil. Peu de temps avant sa disparition, René Dumont publiait en 1997, *Famines. Le retour. Désordre libéral et démographique non contrôlé*, éditions Arléa.

►► DÉMOGRAPHIE ET PRODUCTION AGRICOLE : LE FUTUR N'EST PAS CE QUE L'ON CROIT (SUITE)

Graphique 1 : évolution de la population mondiale



Source : ONU

Selon ces projections, l'accroissement démographique était essentiellement tiré par l'Afrique et l'Asie. S'agissant de l'Afrique, il a souvent été indiqué que les conditions agronomiques et climatiques n'étaient guère favorables à court terme pour satisfaire les besoins alimentaires des populations, le cas de l'Afrique du Nord étant de ce point de vue emblématique d'un impératif de nourrir des populations consommant notamment du blé tendre par la voie de l'importation. En vingt ans, les importations des pays composant l'Afrique du Nord sont passées de 18 à 30 millions de tonnes. Le cas de l'Asie montre également que les importations de blé tendre, de produits laitiers, d'orge, de viande porcine... se sont accrues à un rythme croissant. Rien que pour le blé tendre, les importations du Vietnam, des Philippines, d'Indonésie et de Thaïlande, ont augmenté de 150% entre 2005 et 2023 (graphique 2). A l'origine de cette dynamique asiatique d'achats de blé, la démographie bien-sûr, qui s'accompagne d'une élévation des niveaux de vies, d'une consommation de plus en plus importante de produits carnés induisant un usage de protéines végétales pour nourrir le bétail, voire de sucre, et, paramètre décisif, l'urbanisation, qui réduit les surfaces cultivables disponibles. Sur ce continent asiatique, on identifie en effet 30 des 50 plus grandes villes au monde, désormais de véritables mégapoles⁴.

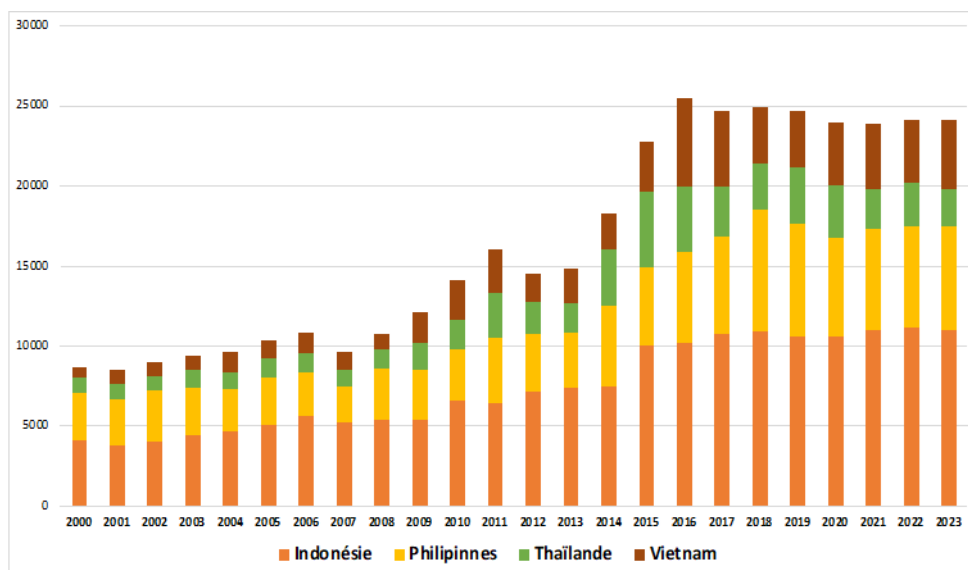
Ces quelques rappels, bien connus, ont souvent été replacés dans un contexte international amenant les observateurs à retenir l'hypothèse que, sans production agricole suffisante, les risques de pénuries pourraient durablement s'installer, en particulier en Afrique. L'association des risques climatiques, de possibles ruptures dans les chaînes d'approvisionnement, des guerres, a justifié qu'une hausse des productions agricoles, céréalières en tout premier lieu, soit envisagée sur un horizon 2050. Avec la guerre en Ukraine et l'envolée du prix de certaines céréales, de hauts responsables internationaux, à l'image d'Antonio Guterres, Secrétaire général de l'ONU, sont même allés jusqu'à prédire que le monde faisait face à un risque « d'ouragans de famines », de quoi renforcer l'exigence de produire encore davantage (graphique 3). Un propos qui, manifestement, se situait dans le prolongement de la crainte suscitée par la flambée des prix agricoles lors de la crise économique et financière de 2008, qui, on s'en souvient, déboucha sur des émeutes de la faim.

Indissociable
lien entre
démographie
et
alimentation

⁴Lire sur tous ces points, Sébastien Abis, 2023, *Géopolitique du blé*, éditions Armand Colin. Dans le même registre, Olivier Antoine, 2024, *Géopolitique du soja*, éditions Armand Colin.

►► DÉMOGRAPHIE ET PRODUCTION AGRICOLE : LE FUTUR N'EST PAS CE QUE L'ON CROIT (SUITE)

Graphique 2 : importations de blé Vietnam, Thaïlande, Philippines, Indonésie



Source : USDA

L'introuvable crise alimentaire mondiale

Le spectre d'une crise alimentaire – mesurée au travers d'un standard de calories absorbées par jour – autour duquel s'articule la démographie, les crises sur les marchés des denrées agricoles et les effets du changement climatique sur les productions, a ainsi constitué la source pour lancer des initiatives afin de sécuriser les approvisionnements mondiaux⁵. Au carrefour de la démographie et de la production, les recommandations de l'ONU, de la FAO, et de bien d'autres experts, en matière de sécurisation globale des approvisionnements (*Global Food Security*), traduisaient une fois de plus la crainte d'un monde ravagé par la faim. Une vision des choses qui renvoyait assurément à une sorte d'approche néo-malthusienne du problème, consacrant au passage le retour de la souveraineté alimentaire. Dit autrement, la crainte d'une succession de crises alimentaires se déployant dans un contexte international menaçant, s'est imposée dans le débat public, est même devenue la forme dominante. Plusieurs analystes ont identifié le subterfuge, consistant à mettre en relief la possibilité de crises alimentaires dans le monde, et le maintien de ce qu'il est convenu de qualifier – sans doute improprement – de « productivisme⁶ ».

Graphique 3
Prix du blé meunier en France



⁵Se reporter à Nick Cullather, 2007, « The Foreign Policy of the Calorie », *The American Historical Review*, 112 (2), p. 337-364, ainsi qu'à Olivier de Schutter, 2011, *Agroécologie et droit à l'alimentation*, Assemblée Générale des Nations-Unies.

⁶Lire Antoine Bernard de Raymond, 2021, « *Global Food Security*, politique des sciences et stratégies de compétitivité agri-tech », in Antoine Bernard Raymond et Delphine Thivet, *Un monde sans faim*, SciencesPo Les Presses, p.73-95.

►► DÉMOGRAPHIE ET PRODUCTION AGRICOLE : LE FUTUR N'EST PAS CE QUE L'ON CROIT (SUITE)

Un pic pétrolier qui s'est éloigné

Une mise en perspective historique de la question démographique suggère donc de reconnaître que les catastrophes annoncées ne sont pas concrétisées. Les prophéties à répétition énoncées à partir de 1950 et, surtout, à partir des années 1970, époque des chocs pétroliers, se sont dissoutes dans les modèles qui les avaient forgées. L'épuisement des ressources pétrolières que *le Club de Rome* avait fixé aux alentours de 2020-2030, n'est pas à l'ordre du jour, de nouveaux gisements ayant été identifiés et exploités dans différentes régions du monde, repoussant ainsi l'échéance du pic pétrolier. Le Brésil, pourtant grande puissance agricole, accède désormais au rang de puissance pétrolière. La fermeture du Déroit d'Ormuz ou bien, avant elle, le déclenchement de la guerre en Ukraine, ont même confirmé que le pétrole demeurerait une énergie fossile indispensable à l'activité de production, et que l'amplitude des hausses du cours du baril en 2022 puis en 2026 pouvait ébranler les économies et met en difficulté les gouvernements.

Point de crise alimentaire non plus, du moins à l'échelle mondiale. Si crises alimentaires il y eut, elles étaient localisées et leur propagation circonscrite à un périmètre géographique restreint. Elles ont même le plus souvent pour fondement des décisions politiques qui exonèrent en quelque sorte le thème des disponibilités des denrées. A ce titre, les récoltes de grains (céréales, oléagineux pour l'essentiel) des années 2022-2026 ont battu des records, puisque la production mondiale se situe désormais au voisinage des 2,4 milliards de tonnes, auxquelles il convient d'ajouter les stocks de report. La demande mondiale de grains est donc suffisamment couverte (tableau 1).

Quant à la « bombe P. », cette explosion tant redoutée de la démographie mondiale, elle s'est transformée en une tendance à la décélération⁷. Un nouveau regard est à donc porter sur la relation entre la démographie et la question alimentaire.

Tableau 1 : bilan céréalier mondial en millions de tonnes

	2022/23	2023/24	2024/25	2025/26
Production	2 811.0	2 862.3	2 867.3	3 040.1
Disponibilités	3 666.6	3 735.23	3 758.0	3 934.3
Utilisation	2 788.3	2 844.9	2 875.2	2 952.4
Commerce	480.6	514.4	485.6	518.3
Stock de clôture	872.9	899.7	870.6	949.6

Source : FAO Stat

Rien ne s'est passé comme prévu

Le monde ne s'est donc pas effondré sous le poids de la démographie. Les projections des années 1970, qui ont été exploitées à l'envi depuis, afin de produire un discours alarmiste, pour ne pas dire catastrophiste, ne se sont pas réalisées. Pour certains analystes, ces projections sont dépassées, révélant une incompréhension des dynamiques démographiques et économiques⁸. Il convient d'ajouter que, selon les démographes, c'est moins la fécondité qui explique la progression du nombre d'habitants sur la planète que les progrès accomplis depuis le XVIII^e siècle en matière d'alimentation (qualité des produits mais aussi diminution des épisodes de pénuries et de disettes), de santé publique (médecine et pharmacopée), d'hygiène (eau potable, logements, hygiène corporelle...) et d'organisation du travail. De surcroît, une fécondité soutenue peut découler d'un afflux de migrants sur un territoire et participer ainsi d'une élévation du nombre d'habitants.

⁷Lire Gérard-François Dumont, 2023, *Géographie des populations. Concepts, dynamiques, perspectives*, éditions Armand Colin, ainsi que, du même auteur, 2026, « Le futur démographique de l'humanité. De la crainte de la surpopulation à l'ère de la dépopulation » ? *Les analyses de population et avenir*, numéro 56/1, p. 1-37.

⁸C'est la position développée par Gérard-François Dumont dans son article de 2026.

► DÉMOGRAPHIE ET PRODUCTION AGRICOLE : LE FUTUR N'EST PAS CE QUE L'ON CROIT (SUITE)

La démographie n'a pas été un obstacle au développement

Dans le discours relevant de la crainte des effets de la « bombe démographique » sur les ressources, il est de nombreuses études ayant montré que la croissance démographique n'altère en rien la capacité d'un pays à produire de la richesse, et à améliorer ainsi les conditions de vie des populations, bref à rendre possible le développement économique et social. L'expérience historique d'un grand nombre de nations l'attestent, à commencer par le cas des Etats-Unis sur une période allant du début du XIXe siècle jusqu'à la Grande Dépression des années 1930. Plus récemment, l'accroissement démographique d'une partie de l'Asie n'a pas été un obstacle au développement économique de ce continent, dont la Chine représente un exemple digne d'intérêt, qui, en quelque sorte, apporte un démenti aux perspectives tracées en 1968 par l'économiste suédois Gunnar Myrdal – au passage lauréat du Prix Nobel d'économie en 1974 – lequel, après un examen rigoureux de l'état des sociétés asiatiques (retard économique, pauvreté, faim, sous-développement...), et préconisait en particulier une baisse de la fécondité, et, surtout, de rompre avec le modèle occidental de développement⁹. Dans le cas de l'Asie, la démographie a sans doute contribué à la croissance économique et plus largement au développement de certaines des nations qui composent ce continent. Pas d'effondrement de la croissance, donc, ce qui d'une certaine manière renvoie à une formule bien connue, « il n'y a de ressources que d'hommes ».

On sait toutefois que des indicateurs économiques comme celui du Produit intérieur brut sont aujourd'hui l'objet d'une contestation en ce sens qu'ils incarnent précisément une dimension quantitative de l'organisation des sociétés, vis-à-vis de laquelle on cherche à se démarquer, pour définir d'autres fondements à la vie en société, plus en phase avec le projet de préserver les ressources, la biodiversité, et les conditions de l'habitabilité sur la Terre. Il en découle que c'est moins le surpeuplement qui est à l'origine de la dégradation du climat, de la perte de la biodiversité que la façon dont cette population entreprend d'utiliser, de gérer, et de renouveler les ressources dans le sens de la durabilité.

Un taux de fécondité qui recule fortement dans le monde

Au sujet de la démographie mondiale, on est frappé par la teneur des nouvelles projections à l'horizon 2100 qui ont été publiées depuis quelques années. Elles confirment une baisse spectaculaire de la fécondité dans le monde. L'Institut national d'études démographiques (INED), évoque même une baisse massive de la fécondité mondiale sur les deux décennies écoulées¹⁰. La perspective d'une hausse de la population mondiale par le truchement de l'allongement de l'espérance de vie et l'inertie démographique (les jeunes adultes devraient avoir eux aussi des enfants), devrait connaître un coup d'arrêt d'ici 2050, en raison précisément de ce retournement du taux de fécondité mondial. Les démographes situent même le début de la baisse de ce taux de fécondité dans les années 1960. Celui-ci était encore de 5,1 au milieu de la décennie 1960, de 4,8 en 1970, de 3,7 en 1980, 3,3 en 1990, 2,8 en 2000, pour descendre à 2,3 en 2021¹¹. Un taux désormais inférieur à ce qu'il serait nécessaire pour renouveler les générations. Cela concerne quasiment les deux tiers de la population mondiale. Une tendance semble donc se dessiner, celle d'une démographie mondiale reposant sur une faible fécondité.

⁹Gunnar Myrdal, [1968], 1976, *Le drame asiatique. Enquête sur la pauvreté des nations*, éditions du Seuil, pour la traduction française.

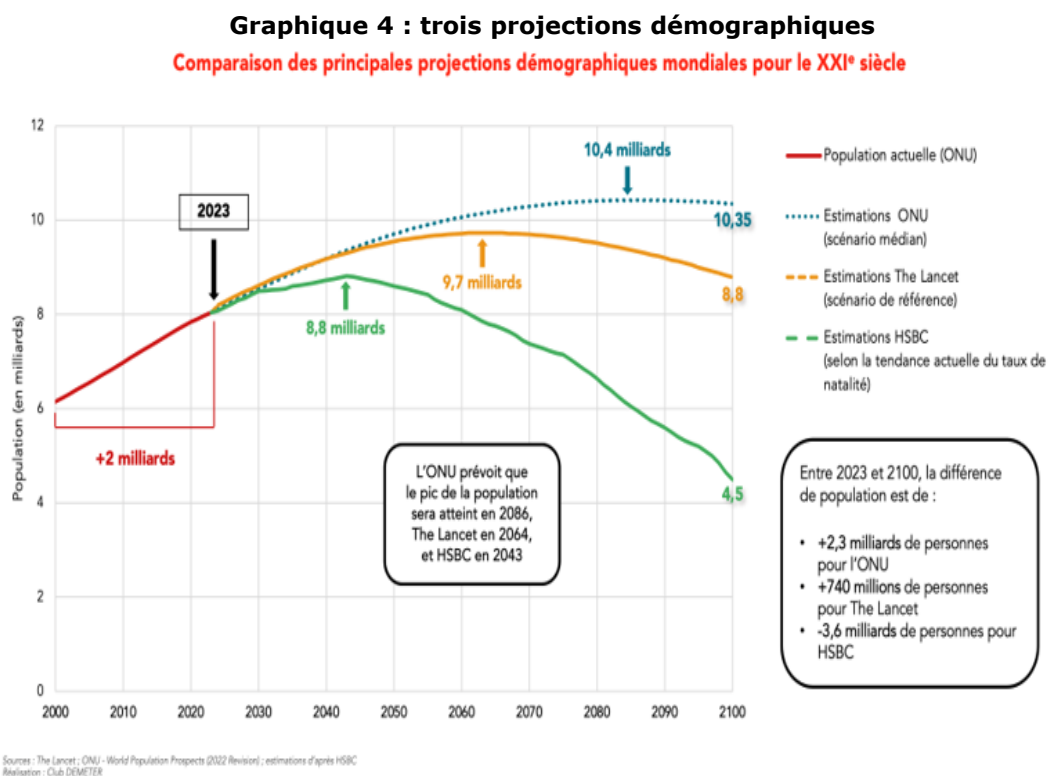
¹⁰Lire Christian Vanderhoff, Christian Dessouroux, 2024, « Baisse massive de la fécondité mondiale en 20 ans, illustrée en cartes », *Population & Société*, numéro 618, janvier, p. 1-4.

¹¹Le *taux de fécondité* mesure le nombre d'enfants qu'aurait une femme vivant dans des âges de fécondité potentielle.

► DÉMOGRAPHIE ET PRODUCTION AGRICOLE : LE FUTUR N'EST PAS CE QUE L'ON CROIT (SUITE)

Vers une population mondiale divisée par 2 ?

On peut s'appuyer sur différentes études pour mettre en exergue que le surpeuplement n'est plus une notion admissible. Le monde pourrait même connaître d'ici la fin du siècle un processus de dépopulation. Les projections établies par les Nations-Unies vont dans le sens d'une stabilisation de la population mondiale après le pic de 2080, aux alentours de 10 milliards en 2100. En revanche, l'étude publiée dans la revue *The Lancet*, montre que le pic démographique devrait être atteint en 2060 (plus de 9 milliards d'habitants), avant de s'infléchir sous l'impulsion de la diminution du taux de fécondité, le nombre d'habitants se rapprochant alors du chiffre actuel, environ 8 milliards d'habitants. L'étude va plus loin et soulève que, à l'horizon 2100, 97% des pays afficheront des taux de fécondité inférieurs à ce qui serait nécessaire pour maintenir la population au niveau où elle est aujourd'hui, à moins que la compensation ne provienne de politiques migratoires idoines. Enfin, l'étude réalisée et publiée en 2022 par les économistes du département de la recherche de la banque HSBC, a eu un certain écho. En effet, il est indiqué que le processus de dépopulation serait d'une ampleur inédite, conduisant la population mondiale à 4,5 milliards en 2100 (graphique 4)¹². Perdre 4 milliards d'habitants en soixante ans aurait ainsi un impact réel sur l'organisation des sociétés, sur les usages des ressources naturelles, sur le travail, sur les territoires ruraux.... D'une certaine manière, les contraintes environnementales, économiques, agricoles et alimentaires pourraient être levées, ou du moins allégées.



Si le taux de fécondité diminue dans le monde, cela est imputable à une pluralité de facteurs qui vont de la contraception au choix de retarder pour les couples l'échéance d'avoir des enfants, ou de ne pas en avoir. De plus, des épisodes pandémiques, la crise climatique ou les risques de conflits sont de nature à dissuader les femmes de procréer, au regard d'un contexte mondial particulièrement anxiogène. Les études convergent pour finalement considérer que nous sommes face à une fracture démographique qui porte en elle une invalidation de l'hypothèse d'un surpeuplement à l'échelle mondiale. Une fracture qui s'est manifestement accélérée à partir de 2020, avec le surgissement de la pandémie de Covid-19, avec la guerre en Ukraine et ensuite en Iran.

¹²James Pomeroy, Harald van der Linde, Prerna Garg, 2022, « Global Demographics. How soon will the world's population be shrinking ? », *HSBC Global Research, Economics and Equity Strategy – Global*, 12 July, p. 1-8. Sur le cas de la France, une étude récente de l'INSEE montre que, sur l'horizon 2070, le pays pourrait compter trois millions d'individus en moins (65 millions de personnes). Cf. Nathalie Blanpain, Jeanne Pointet et Hélène Thélot, 2026, « Projection de population à l'horizon 2070. Une population plus âgée qu'en 2026 et probablement moins nombreuse », *INSEE Première*, numéro 2108, juin, p. 1-4.

► DÉMOGRAPHIE ET PRODUCTION AGRICOLE : LE FUTUR N'EST PAS CE QUE L'ON CROIT (SUITE)

Il est toutefois manifeste que toutes les zones du monde ne sont pas sur un rythme identique en matière de baisse du taux de fécondité. Le déclin de la fécondité est en effet beaucoup plus lent en Afrique et au Moyen-Orient, continent qui, d'ici 2100, devrait compoter pour plus de 50% des naissances vivantes dans le monde. En revanche, le déclin démographique sera concentré en Asie, et plus spécifiquement du Sud¹³.

Concernant le continent africain et la zone du Moyen-Orient, le lent déclin de la fécondité laisse toutefois présager une démographie encore élevée, obligeant les Etats à scruter des voies d'avenir en matière de politique de sécurisation des approvisionnements alimentaires. On retombe alors sur ce qui a été évoqué plus haut, à savoir le lien entre population et besoins alimentaires, nécessitant une production mondiale régulière de produits agricoles pour acheminer la nourriture dans ces régions du monde. En découle qu'il ne faut pas perdre de vue l'étroite interdépendance de la démographie et de la production agricole.

Reste à savoir selon quel paradigme productif cette production sera réalisée, mais sur le court terme, l'équation alimentaire passera par l'acte de produire, avec suffisamment de rendements. De plus, si certains pays d'Afrique, notamment ceux situés au Nord comme le Maroc ou l'Algérie, déploient des politiques agricoles pour desserrer les contraintes d'approvisionnements, le conflit des temporalités entre les résultats escomptés de ces politiques et l'urgence de se nourrir est encore loin d'être résolu. Pour les sociétés avancées, c'est plutôt le vieillissement accéléré des populations qui sera à l'origine d'un questionnement sur le mode de consommation alimentaire. Une perspective qui intègre la Chine, dont la population semble être entrée dans ce processus de vieillissement. Dans les deux cas, l'agriculture devra continuer à produire, mais selon une approche différenciée des débouchés.

A parcourir les projections passées, à prendre la mesure du catastrophisme qui les caractérisait, on doit se rendre à l'évidence, l'effondrement ne s'est pas produit¹⁴. Sur le plan strictement démographique, la crainte d'un surpeuplement mondial a sans doute été exagérée. Comme le disait Alfred Sauvy en 1949, elle est un « faux problème », c'est-à-dire qu'elle a conduit à une analyse et des projections erronées, qui ont finalement débouché sur des conclusions hâtives, pour ne pas dire incorrectes, ou, dans le contexte actuel, inutilisables¹⁵. Le « futur démographique » n'est pas écrit. C'est pourquoi il est suggéré de remettre à plat les ambitions des projections, et le sens des messages que l'on souhaite donner à la population, aux experts et aux décideurs. D'autant plus que, sur certains points (systèmes scolaires et de santé, attractivité des territoires, fiscalité...), la contraction du taux de fécondité mondial, soulève déjà des inquiétudes politiques et économiques.

Que la population augmente dans les prochaines décennies, apparaît comme une certitude. Les productions agricoles devront être ajustées à cette perspective. Ensuite, la chute de la fécondité va inverser la trajectoire. Ce qu'il convient alors de mesurer par anticipation, ce sont les impacts sur le climat (poursuite ou non du réchauffement ou amélioration ?), sur l'agriculture (quels seront les besoins alimentaires mais aussi non alimentaires à l'horizon 2100, et quels devront être les nouveaux paradigmes productifs à développer, avec quels effectifs d'agriculteurs pour réaliser les productions ?), et, plus largement, sur l'organisation et la gouvernance des sociétés.

Et si la
démographie
était un faux
problème ?

¹³Sur le cas de la Chine, lire Gérard-François Dumont, 2023, « La Chine et les sept raisons de son dépeuplement », *Population & Avenir*, numéro 762, mars-avril, p. 3.

¹⁴De l'aveu même de Dennis Meadows, l'un des contributeurs au Rapport du Club de Rome, il est pourtant trop tard, et il dresse un constat d'échec. Lire Dennis Meadows, 2021, « Il est trop tard pour le développement durable », in Sinaï A. (dir.), *Politiques de l'Anthropocène. Penser la décroissance. Economie de l'après-croissance. Gouverner la décroissance*, Sciences Po Les Presses, p. 284-296.

¹⁵Alfred Sauvy, 1949, « Le 'faux problème' de la population mondiale », *Population*, numéro 3, p. 447-462.

► DÉMOGRAPHIE ET PRODUCTION AGRICOLE : LE FUTUR N'EST PAS CE QUE L'ON CROIT (SUITE)

Dit autrement, reconsidérer les sources de la création de richesses, les sources de la croissance économique qui, l'histoire le montre, a permis d'améliorer les conditions d'existence des humains. L'agriculture y a apporté sa contribution, en fournissant ce que les économistes nomment des « biens premiers », c'est-à-dire des biens dont nul ne peut être privé au risque de voir la société se désagréger. Cela va donc au-delà de la seule question démographique.

Mais si la baisse de la population mondiale se confirme dans les décennies à venir, se posera alors la question d'un monde sans agriculteurs. Une perspective qui fait écho à ce qu'avancait en 1954 l'économiste et Prix Nobel 1979, William A. Lewis (1915-1991)¹⁶. Celui-ci estimait que l'industrialisation des économies induisait un transfert de main-d'œuvre du secteur agricole – exode rural – vers le secteur manufacturier. Seuls les gains de productivité obtenus en agriculture pouvaient préserver voire augmenter la production. Articulée à cet exode rural, une population mondiale en baisse compromettrait le renouvellement des actifs agricoles dans le monde et la sécurité alimentaire de la planète. D'où l'enjeu des gains de productivité et, *in fine*, de l'I.A, mais tout autant du type de paradigme productif à mettre en place¹⁷.

Que cette longue histoire envoie des signes contraires relève de l'évidence, ainsi qu'en témoigne l'épisode caniculaire de l'année 2026. Mais c'est précisément parce que, sous le poids de la démographie, l'effondrement ne s'est pas produit, qu'il convient de redéfinir le mode de fonctionnement des sociétés, et se déprendre de plus de quarante ans d'une mondialisation qui n'a pas fait la preuve de ses succès. Depuis la pandémie de 2020, à laquelle a succédé la guerre en Ukraine, puis en Iran, sur lesquelles se sont greffées des rivalités géopolitiques et géoéconomiques, qui porte un lourd préjudice à la formation d'une mobilisation collective. Le monde est mis à l'épreuve. Il n'est plus acceptable de se limiter au seul périmètre démographique. Les projections sur la population mondiale n'ont pas été vérifiées, loin de là. Celles relatives aux tensions actuelles dans les relations internationales pourraient l'être. Contrairement aux approches des années 1970, les risques sont devenus systémiques.

¹⁶Cf. William A. Lewis, 1954 « The Dual Economy Revisited », *The Manchester School*, 47, p. 211-229.

¹⁷Une approche possible de ce schéma se trouve dans Bruno Dorin, Jean-Charles Hourcade et Michel Benoît-Cattin, 2013, « A World Without Farmers ? The Lewis Path Revisited », *CIRAD Working Paper*, n° 47, April, p. 1-27.